

## **Réunion du groupe-pays Brésil**

Jeudi 1er mars 2012  
À Cités Unies France  
9, rue Christiani  
75 018 PARIS

---

### **ACCUEIL ET INTRODUCTION**

---

Gérard Bodinier, représentant de Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et président du groupe-pays Brésil, a introduit la réunion en rappelant l'ordre du jour : les perspectives de la coopération décentralisée franco-brésilienne après l'annulation des IVe Rencontres prévues à Fortaleza ; information sur le deuxième appel à projets franco-brésilien en faveur d'Haïti et du continent africain ; échanges sur la conférence Rio+20.

Il a expliqué qu'il ne fallait pas, à cause de cette annulation prise de façon unilatérale et brutale par le comité de coordination brésilien, que soit perdu tout le travail accompli de part et d'autre depuis 2005. L'heure est venue de tourner la page, sans revenir sur les causes de l'annulation, de trouver de nouvelles modalités de fonctionnement, en se basant notamment sur l'organisation du 2<sup>e</sup> appel à projets franco-brésilien ou sur la poursuite du projet « Mosaïques d'aires protégées ».

Cette annulation a causé une grande déception, alors même que la mobilisation française, qui avait été d'abord moins forte qu'attendue, s'amplifiait. Monsieur Bodinier a souligné à cet égard l'apport et l'engagement financier de l'AFD à Fortaleza.

Il est nécessaire de rappeler que les relations bilatérales qui existent entre les collectivités territoriales françaises et brésiliennes sont porteuses d'un dynamisme croissant. En redémarrant sur de nouvelles bases et en partant de ce qui marche, nous pourrions alors définir de nouveaux objectifs pour cette coopération.

Il faut garder à l'esprit que le Brésil est aussi intéressé par la coopération Sud-Sud. De fait, le partenariat franco-brésilien doit s'inscrire dans un contexte qui a changé. Alors même que le Brésil ne reconnaissait pas légalement la coopération décentralisée jusqu'à il y a encore quelques mois, les collectivités territoriales sont incitées aujourd'hui à engager des projets de coopération avec l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud. Nous pouvons y avoir des intérêts communs. La coopération Nord-Sud-Sud a d'ailleurs été introduite pour la première fois dans la déclaration adoptée à l'issue des Rencontres de Belo Horizonte en 2008.

---

### **LES RELATIONS AVEC LE COMITE D'ORGANISATION BRÉSILIEN**

---

Suite à l'étonnement et la non compréhension de l'annulation de l'événement, un courrier signé par Charles Josselin, ancien président de Cités Unies France et Michel Vauzelle, président du groupe-

pays Brésil, a été transmis à la Ministre des Relations Institutionnelles, dont dépend le Secrétariat des Affaires fédératives, par l'intermédiaire des Ambassades. Ce courrier est resté sans réponse.

Depuis l'annulation en novembre, aucune information n'a été donnée par le Secrétariat des Affaires fédératives (SAF), ni au ministère français des Affaires étrangères et européennes, ni à CUF.

Il reste essentiel de souligner que, malgré tout, la coopération décentralisée franco-brésilienne se développe et les partenariats franco-brésiliens fonctionnent indépendamment de nos relations avec le SAF. Cependant, il est important de garder un cadre commun, un lieu d'échange et de coordination. Il serait utile de pouvoir fixer une réunion du comité de pilotage franco-brésilien pour en débattre, pour rencontrer des représentants de l'ensemble de nos partenaires brésiliens. Le début du mois de juillet pourrait être proposé comme date de cette réunion.

Monsieur Bodinier a informé que Jean Paul Rebaud, conseiller de Coopération et d'Action culturelle à l'Ambassade de France à Brasilia, devait rencontrer dans une huitaine de jours Alberto Kleiman, conseiller des Affaires fédératives, pour aider à la préparation de cette réunion et connaître les attentes du côté brésilien.

Felicia Medina a informé que, juste avant que cette réunion ne commence, une prise de contact a été établie avec Monsieur Kleiman qui a apporté des informations supplémentaires: la coopération française reste une priorité pour le Brésil, il souhaite que le dialogue reprenne et que le comité de pilotage se réunisse en France, début juillet, pour discuter des rencontres et des appels à projets.

---

## **L'APPEL A PROJETS CONJOINT DE LA FRANCE ET DU BRESIL EN FAVEUR DE HAÏTI ET DU CONTINENT AFRICAIN**

---

Gérard Bodinier constate un manque d'informations et un défaut de transparence de la part du comité de pilotage français lui-même – qui le compose ? comment les décisions sont-elles prises ? quel est le bilan de l'appel à projets – tout comme du côté brésilien.

Martine Zejgman a expliqué que, dans le texte des appels à projets de 2011, il est indiqué que ceux-ci s'adressent en priorité à des coopérations existantes, de façon à leur donner un nouvel élan financier et à donner du temps pour permettre à de nouveaux projets d'émerger, en vue d'un projet tripartite. Dans ce texte, le comité d'instruction a indiqué toutes les institutions et parties prenantes qui le composaient, aussi bien du côté français que brésilien. Un groupe google a été créé afin d'y déposer les dossiers conjoints pour que tous puissent y avoir accès.

En ce qui concerne l'évaluation de ces dossiers, une grille méthodologique et des indicateurs communs ont été élaborés pour les comités de décisions français et brésilien.

Après examen, les dossiers ont été classés en trois groupes :

- Non éligibles : pas de projet concret : coordonnées des porteurs de projets manquantes, projets qui émanent pour la plupart de la communauté haïtienne, aucun partenaires, pas de lettre d'intention.
- Pas recevables en l'état : le projet n'est pas encore mature : dossiers incomplets mais avec un contenu intéressant. Possibilité de les représenter, avec des commentaires et informations sur ce qui n'allait pas.

- Recevables : Un seul dossier complet a recueilli l'ensemble des voix : le Grand Lyon. Le dossier de la Seine-Saint-Denis a reçu une demande de complément (informations budgétaires notamment). Après réexamen, il a été approuvé.

L'ensemble des collectivités territoriales a ensuite reçu une notification par courriel et courrier postal.

### **Difficultés rencontrées par le comité de décision français :**

Cependant, il apparaît que le Comité français a lui-même été confronté à des problèmes d'informations de son homologue du Brésil, reflétant deux difficultés majeures.

- La première a tenu au manque d'information du côté brésilien, avec la réception de dossiers non traduits en français, et un manque d'information sur certains partenaires qu'il a fallu combler.
- La deuxième difficulté concernait le relevé de décision du comité d'instruction. Une réunion en visioconférence avait été organisée afin de réunir les comités des deux parties recueillis auparavant afin qu'il y ait une représentation complète du comité, il y a eu consensus sur la validité des dossiers. Du côté brésilien, étaient présents Monsieur Alberto Kleiman du SAF et un représentant de l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC). Madame Zejgman a ensuite rédigé un relevé de décision qui n'a été signé par le comité brésilien qu'après un délai très long, ce qui a retardé la communication du côté français. Ce n'est donc qu'en décembre qu'un communiqué sur ce relevé a pu être envoyé à toutes les collectivités ainsi qu'à CUF, annonçant que deux projets avaient été retenus sur les 23 propositions reçues.

### Voici le communiqué :

« Dans le cadre de l'appel à projets 2011 franco-brésilien en soutien à la coopération décentralisée tripartite en faveur d'Haïti et du continent africain, deux projets ont été retenus (sur 23 propositions enregistrées) :

Projet du Conseil général de Seine-Saint-Denis (Ile de France) avec la Ville de Guarulhos (Etat de São Paulo, Brésil) et le Conseil municipal de Maputo et Matola (Mozambique) intitulé « Une politique intégrée de gestion des déchets solides ».

Projet de la Communauté Urbaine de Lyon (Rhône-Alpes, France) avec la ville de Fortaleza (Etat de Ceara, Brésil) et la ville de Porto-Novo (Bénin), intitulé « Centre de formation en arts et métiers du patrimoine de Porto-Novo ».

### **Conclusion du débat de la réunion :**

La discussion s'est alors poursuivie sur le sujet des appels à projets franco-brésiliens en faveur d'Haïti et du continent africain.

➤ Aux vues du bilan médiocre, une proposition a été faite lors de cette réunion, par les collectivités territoriales, de participer à l'élaboration et à la réflexion des appels à projets. En effet, il y a une réelle volonté de celles-ci d'être impliquées et associées à la définition de ces appels, pour répondre au mieux aux réalités des collectivités elles-mêmes.

➤ De plus, il apparaît nécessaire qu'avant de lancer le prochain appel à projets, un bilan du premier appel soit effectué, afin de comprendre les problèmes survenus et d'en tirer des leçons constructives pour l'avenir.

➤ Les participants à la réunion proposent d'accueillir une rencontre des deux comités de pilotage début juillet, à Paris. Lors de cette rencontre, ils demandent que la présence des représentants des villes et Etats du Brésil soit assurée, et pas uniquement celle des représentants de la SAF et de l'ABC.

➤ Enfin, une initiative franco-brésilienne positive qui pourrait donner un élan nouveau à la coopération tripartite est celle du réseau Mosaïques d'aires protégées. Certaines collectivités d'Argentine et du Sénégal seraient intéressées à intégrer ce réseau. Sur cette question, les positions des gouvernements français et brésilien se font attendre. Une réunion de la coordination française aura lieu le 28 mars à Marseille.

---

## **ÉCHANGES SUR LA CONFERENCE RIO+20 SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

Plusieurs documents ont été traduits et distribués lors de cette réunion :

- Une note sur l'« Etat de la préparation de la conférence des Nations unies Rio+20 sur le développement durable », 2 février 2012
- « Déclaration des collectivités locales et territoriales françaises pour Rio+20 »
- « Circulaire 5/2012, de CGLU sur les Avancées des négociations », 7 février 2012
- « Les gouvernements locaux et régionaux vers Rio+20, CGLU », novembre 2011

Création d'un site francophone dédié à Rio+20 : <http://www.conference-rio2012.gouv.fr>

Réflexion en cours sur la création d'un pavillon français sur le thème de la ville durable, freinée par un problème de financement.

Réunions prévues entre collectivités territoriales françaises pour avoir une ligne de conduite et une représentation à Rio+20. En effet, même si les collectivités territoriales n'y joueront qu'un rôle limité, nous souhaitons tout de même nous y faire entendre. La solution est d'être présents au niveau des grands réseaux tels que CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) et ICLEI (Les Gouvernements locaux pour le Développement Durable), ou l'ORU-FOGAR et nrg4SD. Par ailleurs une journée des Régions et des Etats fédérés du monde est prévue le 19 juin et sera accueillie par l'Etat de Rio de Janeiro.

---

## **AUTRES INFORMATIONS**

---

L'AFD et la coopération trilatérale : plusieurs projets de financement en cours avec plusieurs Etats du Brésil :

- État de Rio de Janeiro : 300 millions d'euros : appui technique pour une expertise française sur la **politique de mobilité urbaine** organisé sur deux axes : Gouvernance métropolitaine de transport & Rio demain, une stratégie métropolitaine
- État de Minas Gerais : 300 millions d'euros : **désendettement auprès de la compagnie d'électricité**, contact établi avec la région Nord-Pas-de-Calais.

- État de São Paulo : envisagé. Budget prévu de 300 millions d'euros pour le **financement d'une ligne de train** reliant Sao Paolo à l'aéroport de Guarulhos.

---

## LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION

---

<p><b>François BOISSAC</b>  <i>Directeur Adjoint, Région Rhône-Alpes</i>  ☎ ☒ fboissac@rhonealpes.fr</p>
<p><b>Martine BENOIST</b>  <i>Chef du service coopération, Région Nord-Pas-de-Calais</i>  ☎ 03 28 82 79 40 ☒ martine.benoist@nordpasdecals.fr</p>
<p><b>Gérard BODINIER</b>  <i>Conseiller du Président de Région, Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur</i>  ☎ 04 91 57 52 02 ☒ gbodinier@regionpaca.fr</p>
<p><b>Marie-Hélène CHAMBRIN</b>  <i>Chargée de mission aux relations internationales, Conseil Général de la Seine Saint Denis</i>  ☎ 01 43 93 77 61 ☒ mchambrin@cg93.fr</p>
<p><b>Sandra FERNANDES</b>  <i>Chargée de mission Brésil, Région Nord-Pas-de-Calais</i>  ☎ 03 28 82 79 28 ☒ sandra.fernandes@nordpasdecals.fr</p>
<p><b>Eugène JOHNSON</b>  <i>Chargée de mission, Région Nord-Pas-de-Calais</i>  ☎ ☒ eugene.johnson@nordpasdecals.fr</p>
<p><b>Camille LAURENS-VILLAIN</b>  <i>Agence Française du Développement</i>  ☎ 01 53 44 31 31 ☒ laurens-villainc@afd.fr</p>
<p><b>Marie-Hélène LUCIANI</b>  <i>Chef de département, Collectivité Territoriale de Corse</i>  ☎ 04 95 50 45 40 ☒ mhluciani@oec.fr</p>
<p><b>Pascal LUCIANI</b>  <i>Assistant, Collectivité Territoriale de Corse</i>  ☎ 04 95 50 45 57 ☒ luciani@oec.fr</p>
<p><b>Felicia MEDINA</b>  <i>Chargée de mission pôle Amérique latine, Cités Unies France</i>  ☎ 01 43 41 81 92 ☒ f.medina@cites-unies-france.org</p>
<p><b>Hélène MERLOT</b>  <i>Ministère de L'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et de la Logistique</i>  ☎ ☒</p>
<p><b>Yannick MOULINIER</b>  <i>Ingénieur, Communauté Urbaine de Nantes</i>  ☎ 02 40 99 31 37 ☒ yannick.moulinier@nantesmetropole.fr</p>
<p><b>Jean Claude REITH</b>  <i>Direction des Amériques et des Caraïbes, Sous direction Amérique du Sud MAEE</i>  ☎ 01 43 17 48 75 ☒ jean-claude.reith@diplomatie.gouv.fr</p>
<p><b>Marie RENAUD</b>  <i>Assistante au pôle Amérique Latine et Caraïbes, Cités Unies France</i>  ☎ 01 53 41 81 92 ☒ a.latine@cites-unies-france.org</p>

<p style="text-align: center;"><b>Djamel SANDID</b>  <i>Responsable des Relations Internationales, Mairie de Nanterre</i>  ☎ 01 47 29 59 02 ✉ djamel.sandid@mairie-nanterre.fr</p>
<p style="text-align: center;"><b>Geneviève SEVRIN</b>  <i>Directeur des Partenariats Internationaux, Région Nord-Pas-de-Calais</i>  ☎ 03 28 82 82 82 ✉ g.sevrin@cr-npdc.fr</p>
<p style="text-align: center;"><b>Yana STAYKOVA</b>  <i>Étudiante en Master 2 Défense et dynamiques industrielles, Université Panthéon-Assas, Paris 2</i>  ☎ 07 61 67 63 34 ✉ yana_staykova@yahoo.com</p>
<p style="text-align: center;"><b>Ekkaphol SUPHANVOR RANOP</b>  <i>Responsable de la cellule géographique Amériques, Balkans, CEI, Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement</i>  ☎ 01 40 81 27 13 ✉ ekkaphol.suphanvorranop@developpement-durable.gouv.fr</p>
<p style="text-align: center;"><b>Martine ZEJGMAN</b>  <i>Adjointe au délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes</i>  ☎ 01 43 17 62 72 ✉ martine.zejgman@diplomatie.gouv.fr</p>

---

## EXCUSES

---

- Antonio ANIESA, Chargé de mission Plaine Commune
- Ronald CARDOSO MENDEZ, Conseiller Ambassade du Brésil en France
- Anne CHAULET, Chargée des Relations Internationales, Maison de l'Amérique latine Rhône-Alpes.
- François CROVILLE, Responsable de la cellule géographique Amériques, Balkans, CEI, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable.
- Perla DANEN, Adjointe aux Relations Internationales, Mairie de Montpellier.
- Pauline DUBOIS, Chargée de Mission, Communauté Urbaine de Dunkerque.
- Jean-Yves GRIOT, Président de l'association, Mairie de Le Genest Saint Isle.
- Marc JOANNY, Coordinateur, Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.
- Bernard SOULAGE, Vice-président délégué aux Relations Internationales, Région Rhône-Alpes.